



**GDK** Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren

**CDS** Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé

**CDS** Conferenza svizzera delle direttrici e dei direttori cantonali della sanità

*Conférence de presse „Diversité et égalité des chances“ du 23.10.2006*

## **Optimisation de la prise en charge de la population**

*Franz Wyss, secrétaire central de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)*

### **Un problème jusqu'ici souvent négligé doit être davantage pris en compte.**

Des études ont en effet montré que l'état de santé, la prise de conscience ainsi que le comportement en matière de santé et enfin la prise en charge sanitaire des migrants en Suisse est en règle générale moins bonne que celle des Suisses. C'est ce dernier point qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, à savoir la prise en charge. L'accès aux services assurant la prise en charge est en partie plus ardu et se fait souvent par des détours. La prise en charge et l'assistance sont plus exigeantes, plus difficiles et souvent insuffisamment adaptées à la situation particulière des immigrants. Il n'est toutefois pas surprenant que ces difficultés aient notamment pour origine des causes linguistiques et culturelles mais aussi en partie religieuses. Dans le domaine de la santé lui-même, en politique et dans l'opinion publique, la prise de conscience de ces phénomènes est encore lacunaire et doit être renforcée. Le manuel présenté aujourd'hui devrait y contribuer.

### **La prise en charge sanitaire des immigrants doit être améliorée.**

La politique en matière de prise en charge sanitaire vise en premier lieu à assurer l'accès des personnes défavorisées à des soins appropriés. Les systèmes d'assurance ou les prestations offertes par l'Etat y contribuent. Dans presque toutes les stratégies de l'Organisation mondiale de la santé, l'objectif no 1 est l'égalité des chances lors de l'accès aux prestations nécessaires. Les finalités figurant dans les lois cantonales de la santé visent également explicitement ou implicitement l'accès aux prestations pour tout le monde. Lorsqu'on est amené à constater qu'une large frange de la population est défavorisée par rapport à la prise en charge sanitaire, il faut impérativement que nous recherchions les moyens d'y faire face. Et ces moyens existent, il nous faut donc agir en conséquence.

### **Des adaptations spécifiques à la mobilité au niveau de la prise en charge constituent un élément important des processus d'amélioration et d'optimisation.**

A eux déjà les objectifs cités de l'égalité des chances d'accès aux prestations supposent des améliorations. Des réflexions sur l'efficacité, l'adéquation et le caractère économique des prestations requièrent également des adaptations ou améliorations. Tout ceci figure dans le manuel cité. Il s'agit en l'occurrence, entre autres, d'une procédure ciblée dans l'approche de patients de langue ou de culture différente. C'est ainsi qu'il convient d'éviter des frais consécutifs (dans le domaine de la santé et hors de celui-ci) en l'absence d'une assistance ponctuelle et en cas de prestations inappropriées. Il en va de la promotion de la qualité, mais aussi de saisir la chance voulant que, dans les établissements prestataires, les connaissances spécifiques dont dispose le personnel immigré peuvent s'avérer utiles dans ce contexte. Il y lieu aussi d'expérimenter des mesures et de rechercher des solutions, à l'instar de ce qui se fait dans le cadre du projet "Migrant Friendly Hospitals". Les expériences

accumulées sont une source intarissable de savoir, au même titre que des améliorations peuvent être apportées de manière continue. Les ressources étant limitées, il n'est pas simplement question de solutions maximales en général, mais le plus souvent d'optimisations de processus et d'utilisation de ressources ou de maximisation du rapport bénéfice-coût.

### **Les autorités sanitaires cantonales doivent être sensibilisées à cette thématique.**

Le manuel et ses recommandations seront présentés à l'assemblée d'automne de la Conférence des directeurs sanitaires du 23 novembre prochain. Le rôle joué par les cantons en matière de gestion des établissements prestataires est très hétérogène. Toutes les autorités sanitaires ne se sentiront dès lors pas concernées au même titre par la thématique. La responsabilité politique globale de la prise en charge reste toutefois entre les mains des cantons. Ils veillent également au pilotage général de la prise en charge. Quant à leurs engagements financiers en la matière, ils militent aussi clairement en faveur de leur co-responsabilité. Cela revient à dire: soutien des mesures appropriées dans les établissements, consentement aux essais, participation au processus d'amélioration, éventuellement normes explicites dans les mandats de prestations.

### **Des mesures sont également requises dans d'autres domaines.**

La part particulièrement importante de l'accès erroné d'immigrés par le biais des services d'urgence des hôpitaux montre par exemple qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire des services hospitaliers. Dans la recherche de solutions adéquates à ce problème, il est important que s'instaure une collaboration avec les médecins en pratique privée. Comme on l'a vu en introduction, il existe des déficits non seulement dans la prise en charge sanitaire des immigrés, mais encore au niveau de leur prise de conscience et de leur comportement ainsi que par rapport à leur état de santé. Celui-ci dépend souvent des conditions de travail et parfois de logement de cette frange de population. Dans ces autres domaines à problèmes aussi, on dispose indubitablement de moyens d'action et il existe un besoin d'intervention de la part des autorités en vue d'améliorer l'état de santé de la population des immigrés.

Pour clore, je tiens à **remercier** très sincèrement, au nom de la Conférence des directeurs sanitaires, l'Association hospitalière H+, l'Office fédéral de la santé publique, les auteurs et autrices du manuel, les directions de projets et toutes celles et tous ceux qui s'engagent en faveur d'une prise en charge propice à la migration.

■